

Une commission rogatoire
interrompt la prescription
de l'action publique

L'application du délit de tromperie
aux relations entre professionnels

Violation de l'article 8
de la Convention EDH par
le fichage illimité des suspects

À propos de l'obligation à la charge
de l'État de prendre des mesures
propres à protéger la vie
des détenus

DOSSIER 53

Loi du 17 juin 1998 : l'obligation de soins, 10 ans après

**Le juge d'instruction
évoluera ou disparaîtra**

68

Comité de rédaction

Alain Blanc, Magistrat

François-Louis Coste, Magistrat

Martine Herzog-Evans, Professeur à
l'Université de Reims

Annie Kensey-Boudadi, Socio-Démographe

Direction de l'Administration pénitentiaire

Jocelyne Leblois-Happe, Professeur à

l'Université Robert Schuman de Strasbourg

Yann Le Bras, Avocat

31-35 rue Froidevaux
75685 Paris CEDEX 14
Tél. rédaction 01 40 64 53 13
Fax: 01 40 64 54 66
E-mail: ajpenal@dalloz.fr

PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Charles Vallée

RÉDACTION

Directeur éditorial

Philippe Weiss

Rédactrice en chef

Marie-Eve Charbonnier

Ont participé à ce numéro

Jean-Paul Céré

Jean-Raphaël Demarchi

Caroline Duparc

Carole Gayet

Carole Girault

Martine Herzog-Evans

Jérôme Lasserre Capdeville

Eric Péchillon

Gildas Roussel

Guillaume Royer

Secrétaire d'édition

Raphaël Henriques

ABONNEMENT, MARKETING, PUBLICITÉ

Responsable marketing: Véronique Prugnaud

Relations clients: Marie-Hélène Tylman

Revue mensuelle (11 numéros par an)

80 av. de la Marne 92541 Montrouge CEDEX

Tél.: 0 820 800 017 (0,12 € TTC / min.)

Fax: 01 40 64 89 92

Prix de l'abonnement 2009 (1 an)

France: 155 € TTC

Étranger: 175 € TTC

Prix au numéro: 18 € TTC

ISSN 1762 - 8407

N° CPPAP 1110 T 83884

Imprimerie Chirat 42 540 Saint-Just-la-Pendue

Dépôt légal: février 2009

Ce numéro comporte un encart de quatre pages

« AJ Pénal/Recueil » non foliotées

ÉDITIONS DALLOZ

Société anonyme au capital de 3956040 €

Siège social: 31-35 rue Froidevaux - Paris 14e

RCS Paris 572 195 550 - Siret 572 195 550 00098

Code APE: 221 A - TVA: FR 69 572 195 550

Filiale des éditions Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément
publié dans la revue est interdite.

S O M M A I R E

ÉDITORIAL 47

ACTUALITÉS 50

DOSSIER 53

**Loi 17 juin 1998 : l'obligation de soins,
10 ans après**

- De la société de surveillance à la rétention de sûreté
par Virginie Gautron 54
- La réalité statistique des peines et mesures concernées
par l'obligation de soins, le suivi socio-judiciaire
par Annie Kensey 58
- Une offre de soin pour quel suivi ?
par Yannick Guillaume 62
- Un bilan en demi-teinte de l'interface santé justice
par Jean-Louis Senon 64

PRATIQUES 68

- Le juge d'instruction évoluera ou disparaîtra
par Catherine Giudicelli

JURISPRUDENCE 72

Pénal général

PRESCRIPTION PÉNALE

- Une commission rogatoire interrompt la prescription de l'action
publique, *Crim. 12 nov. 2008* 72

Infractions

BANQUEROUTE

- La condamnation pour banqueroute du gérant de fait d'une
entreprise unipersonnelle, *Crim. 19 nov. 2008* 72

CONSOMMATION

- L'application du délit de tromperie aux relations entre professionnels,
Crim. 4 nov. 2008 73

CIRCULATION ROUTIÈRE

- L'absence de demande d'analyse de contrôle entraîne renoncement
à ce droit, *Crim. 12 nov. 2008* 74

DOUANE

- Liberté de la preuve des fraudes communautaires
Crim. 19 nov. 2008 75
- La conscience de coopérer à une opération irrégulière caractérise
la culpabilité d'une personne intéressée à la fraude
Crim. 19 nov. 2008 75

TRAVAIL

- Retrait individuel injustifié de salariés : licéité de la prise de sanction
pécuniaire, *Crim. 25 nov. 2008* 76

VEILLE

ABANDON DE FAMILLE

- Incidence de la loi du 4 mars 2002 sur le délit d'abandon de famille
Crim. 10 déc. 2008 77

CONSTRUCTION - URBANISME

- Construction illégale : pas d'indemnité suite à la démolition
Crim. 4 nov. 2008 77

FRAUDE FISCALE

- Fraude fiscale et information du prévenu
Crim. 3 déc. 2008 77

A I R E I N D E X

MÉDECINE	
Absence d'autorisation d'exercer la profession de chirurgien-dentiste et exercice illégal de la médecine, <i>Crim. 16 déc. 2008</i>	78
PRISE ILLÉGALE D'INTÉRÊTS	
Un président d'université reconnu coupable de prise illégale d'intérêts <i>Crim. 17 déc. 2008</i>	78
VIOLENCE VOLONTAIRE	
Double faute qualifiée <i>Crim. 18 nov. 2008</i>	78
Procédure pénale	
DÉTENTION PROVISOIRE	
■ Obligation de s'expliquer sur les ressources du mis en cause pour déterminer le montant du cautionnement exigé <i>Crim. 4 nov. 2008</i>	78
COOPÉRATION JUDICIAIRE	
■ Extradition : effectivité de la protection offerte à la personne réclamée et atteinte à l'ordre public français, <i>Crim. 29 oct. 2008</i>	79
FICHER	
■ Violation de l'article 8 de la Convention EDH par le fichage illimité des suspects, <i>Crim. 4 déc. 2008</i>	81
JUGE D'INSTRUCTION	
■ Autorité de la chose jugée : la reprise des poursuites par la partie civile après une ordonnance de non-lieu, <i>Crim. 12 nov. 2008</i>	82
VEILLE	
ACTES DE PROCÉDURE	
Diligences de l'huissier en cas de citation du prévenu à l'adresse qu'il a déclarée, <i>Crim. 12 déc. 2008</i>	83
Conditions de la citation directe postérieure à un non-lieu <i>Crim. 2 déc. 2008</i>	84
Signification d'un jugement : les mentions portées de l'huissier valent jusqu'à inscription de faux, <i>Crim. 9 déc. 2008</i>	84
DÉTENTION PROVISOIRE	
Nullité du placement en détention provisoire pour ineffectivité de la notification de l'audience, <i>Crim. 10 déc. 2008</i>	84
JUGE D'INSTRUCTION	
Ordonnance du juge d'instruction conforme aux réquisitions du procureur de la République : point de départ du délai d'appel, <i>Crim. 10 déc. 2008</i>	84
MANDATS	
Expiration du mandat de dépôt, <i>Crim. 9 déc. 2008</i>	84
Exécution des peines	
LIBÉRATION CONDITIONNELLE	
■ Une libération conditionnelle refusée parce que la victime s'y oppose ? <i>TGI de Douai 5 déc. 2008</i>	85
PRISON	
■ À propos de l'obligation à la charge de l'État de prendre des mesures propres à protéger la vie des détenus <i>CE 17 déc. 2008 (2 espèces)</i>	86
■ Admission du recours pour excès de pouvoir contre une décision plaçant un détenu à l'isolement, <i>CE 17 déc. 2008</i>	87
■ La fouille intégrale d'une mère visitant son fils détenu <i>TGI d'Aix-en-Provence 16 oct. 2008</i>	88
■ Compétence du Conseil d'État pour examiner la légalité des fouilles de détenu opérées à l'occasion d'une extraction judiciaire <i>CE 14 nov. 2008</i>	89

ABANDON DE FAMILLE	
Pension alimentaire - Défaut de paiement	77
APPEL	
Ministère public - Mise en liberté sous contrôle judiciaire - Délai d'appel	84
BANQUEROUTE	
Élément matériel - Gérant de fait	72
CITATION	
Adresse - Adresse déclarée - Lettre recommandée	83
Citation directe - Mise en cause précédente - Non-lieu	84
CIRCULATION ROUTIÈRE	
Conduite en état d'ivresse - Contrôle - Absence d'analyse de contrôle	74
CONSUMMATION	
Tromperie - Relations entre professionnels	73
CONTRÔLE JUDICIAIRE	
Cautionnement - Montant - Ressources et charges	78
DÉTENTION PROVISOIRE	
Placement - Nullité - Ineffectivité de la notification à l'audience	84
DOUANE	
Fraude - Aide communautaire - Liberté de la preuve - Importation sans déclaration de marchandises prohibées - Conscience de la fraude	75
EXTRADITION	
Absence d'accord bilatéral - Conditions	79
FICHER	
Inscription - Durée illimitée - Violation de la vie privée	81
FRAUDE FISCALE	
Droits de la défense - Information	77
JUGE D'INSTRUCTION	
Ordonnance de non-lieu - Recours de la partie civile	82
Réforme - Suppression	68 P
LIBÉRATION CONDITIONNELLE	
Conditions - Intérêt de la victime	85
MANDAT DE DÉPÔT	
Expiration - Nature criminelle du mandat	84
MÉDECINE	
Exercice illégal - Diplôme étranger - Absence d'autorisation	78
MINISTÈRE PUBLIC	
Appel - Point de départ - Ordonnance du juge d'instruction	84
OBLIGATION DE SOINS	
Évolution - Politique criminelle	54 D
Statistiques	58 D
Suivi - Collaboration santé-justice	64 D
Suivi - SPIP	62 D
PARTIE CIVILE	
Recours - Ordonnance de non-lieu	82
PRISE ILLÉGALE D'INTÉRÊTS	
Président d'université - Signature d'un contrat d'enseignement - Lien familial	78
PRISON	
Fouilles intégrales - Légalité - Compétence de la juridiction administrative	89
Isolement - Recours pour excès de pouvoir	87
Responsabilité de l'État - Incendie de cellule	86
Visite - Fouille intégrale	82
PRESCRIPTION	
Action publique - Interruption - Commission rogatoire	72
SIGNIFICATION	
Absence du destinataire - Absence du destinataire - Validité des mentions de l'huissier	84
TRAVAIL	
Droit de retrait des salariés - Retrait injustifié - Sanctions pécuniaires	76
URBANISME	
Construction illégale - Commune - Demande d'indemnité	77
VIOLENCE INVOLONTAIRE	
Faute caractérisée - Blessures involontaires - Homicide involontaire	78
D : dossier	P : pratiques